

# Harcèlement des internes : briser la chape de l'omerta

SANTÉ

Dans un milieu où les suicides sont supérieurs à la moyenne, les langues se délient. La médecine hospitalière attend son "#MeToo", comme l'explique le syndicat des internes de Montpellier.

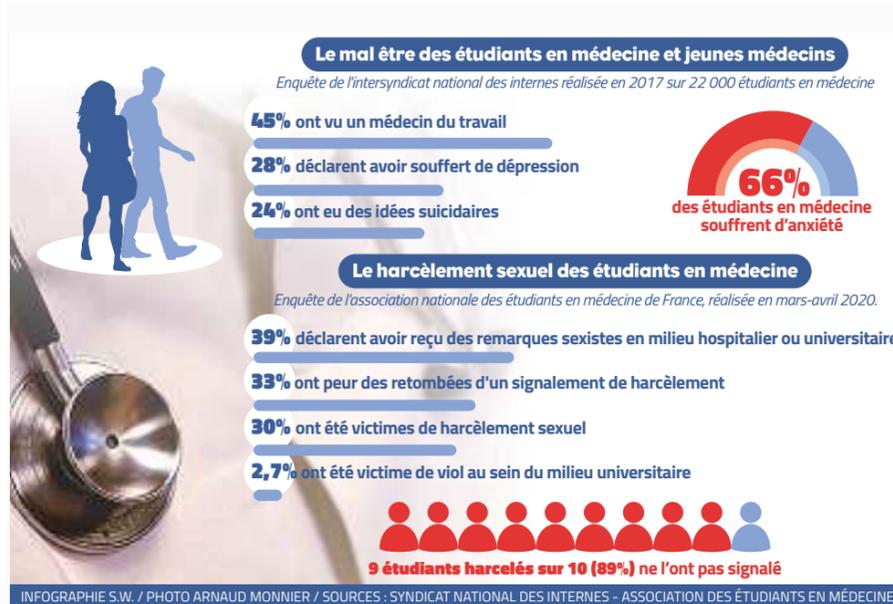
Dossier réalisé par Richard Gougis  
rgougis@midilibre.com

Deux suicides d'internes en médecine à Reims à un an d'intervalle, une enquête de Mediapart sur du harcèlement dans un service de gynécologie à Poitiers, des parents dénonçant de la maltraitance à Nîmes (lire ci-contre) : à l'heure où le pays souligne l'implication de ses soignants face à la pandémie,

sibles s'accumuler sur son bureau : « Une interne qui veut aller en stage sur Nîmes et son coordonnateur montpelliérain s'y oppose et menace de ne pas valider son semestre... Ou encore une interne en médecine à Montpellier qui a pris 10 kilos et se gave d'anxiolytiques à l'idée de retrouver son prof des universités. Il y a plein de dossiers qu'on pourrait soumettre mais les gens n'osent pas... »

**Dix à vingt suicides par an** L'omerta, comme une chape de silence sur un système séculaire que les personnes venues de l'extérieur sont les plus à même de briser, comme les parents de ceux qui sont passés aux actes les plus extrêmes (lire ci-dessous). Entre 10 et 20 suicides par an selon les estimations sur 35 000 à 40 000 internes. « Le double de France Télécom à l'époque où on en avait recensé 35 en deux ans pour 135 000 employés », précise William Haynes à titre de comparaison. Déjà cinq depuis le début de l'année, trois fois plus en proportion que dans la population du même âge, 60 % de troubles anxieux, un harcèlement sexuel révélé par les enquêtes des syndicats (voir infographie) pour des internes qui représentent 40 % de l'effectif : voilà l'envers du décor pas tout blanc de l'hôpital.

Parfois, un coin de ce voile se lève à peine pour révéler des pans entiers plus obscurs, comme le cas, il y a deux ans, de cet interne en chirurgie d'un hôpital montpelliérain harcelé, hu-



milié... « En investiguant on a découvert qu'il y avait un burn-out chaque semestre dans le service depuis 3 ans et des plaintes d'infirmiers », raconte William Haynes. Enquête, auditions, pour quel résultat ? « Le protagoniste s'est fait taper sur les doigts, est resté adjoint du chef de service. Ça s'est calmé un peu puis ça a recommencé ». Rares sont les plaintes. On lave son linge sale en famille. « Les problèmes sont gérés par la Commission mé-

dicale d'établissement et nous, syndicats, ne sommes pas représentés au CHSCT, explique encore William Haynes. Le Centre national de gestion qui gère 57 000 praticiens n'a traité que 5 cas disciplinaires en 2018. Preuve que ça ne remonte pas. » Il faut dire qu'avec 55 h de travail par semaine en moyenne, 80 en chirurgie avec des pics à 120 pour un salaire dérisoire, la fatigue physique vous rend plus vulnérable aux pressions. Et le fait

de se retrouver bombardé sur le front du Covid n'arrange rien : « Le plus dur pour les jeunes, c'est de se retrouver confrontés à la mort et surtout à la décision de limitation de soins. » Hypersélectif, le système d'études médicales forme des gens qui ne sont pas capables de dire stop. « Dans ce milieu, il n'est pas envisageable de donner un signe de faiblesse, confirme William Haynes. Moi j'ai interrompu médecine pour faire un doctorat de sciences, c'est en revenant dans le cursus médical que j'ai pris conscience de la gravité des choses ». Les syndicats réclament au ministère de la Santé une réponse autre que la mission créée l'an dernier pour gérer les problèmes psy des internes « avec 50 000 euros de budget et une secrétaire à mi-temps », précise le Montpelliérain. Il sent un frémissement autour de ce sujet tabou, même si « les internes n'osent pas encore en parler avec leurs amis ».

## Interne après six ans d'études

**CURSUS** L'internat des étudiants en médecine commence au début de la 7e année, moment de choisir la ville et la spécialité dans laquelle on va exercer. L'étudiant devient un praticien en cours de spécialisation pendant trois à six ans selon la spécialité, ce qui portera le total des études à 12 années. Cette deuxième partie du cursus comprend surtout de la pratique, plus de cours ni d'examen, seulement une thèse à rendre à la fin de l'internat. À chaque fin de semestre, l'étudiant est cependant évalué par son chef de service. Il touche environ 1 540 € brut par mois en 1re année, 2 250 € en 4e année pour 50 à 100 heures par semaine en pratique.

## « Un management par la peur »

Laurence Feray Marbach a créé une ligue pour la santé des internes après la mort de sa fille, en 2019.

**Qu'est-il arrivé à votre fille ?** Elle était interne à Lyon et est décédée en mai 2019 d'un surdosage de bêta bloquants auto-prescrits. Tous les signes avant-coureurs du burn-out étaient là mais, à l'hôpital, personne n'est formé à les reconnaître. Dans n'importe quelle autre entreprise, je suis DRH, je peux vous dire que jamais on n'aurait laissé les choses aller jusque-là.

**Pourquoi avoir créé la Lipseim (1) ?**

En Juin 2019 nous sommes intervenus auprès des hospices civils de Lyon pour qu'ils mettent en place une prévention auprès des étudiants en médecine. Quand on a vu que des suicides se produisaient dans d'autres villes, on s'est dit que ce qui se faisait à Lyon pouvait se faire ailleurs et on a créé notre ligue le jour anniversaire de la mort



Laurence Feray Marbach. LFM

de notre fille.

**Quelle est votre action ?**

C'est une association loi 1 901 qui a vocation à mieux faire connaître la situation que vivent les étudiants en médecine et à essayer d'agir auprès des pouvoirs publics pour faire changer les choses. Le but est aussi de réorienter les étudiants en détresse qui nous sollicitent vers les structures adaptées. On est en soutien aux familles. Il y a un décalage incroyable entre la notion d'hôpital public, un lieu où on prend soin, et l'incapacité du système à gérer l'humain. Nous

sommes intervenus à Marseille, Angers, Strasbourg avec ce message : vous ne le savez pas mais vous êtes en danger. Toujours à l'initiative de syndicats locaux...

**Il n'existe pas d'organisme pour surveiller la santé mentale des étudiants ?**

Le CNA, centre national d'appui à la qualité de vie des étudiants en santé, a été créé en 2019 sous la double égide des ministères de la Santé et de l'Enseignement mais il dispose de moyens ridicules. Or il faut former tout le monde, y compris ceux qui ne le veulent pas. Car la sanction dans ce milieu-là est quasiment inexistante. On lave son linge sale en famille.

**Pourquoi les internes sont-ils autant fragilisés ?**

C'est un peu le système des enfants battus. Les seniors disent « j'en ai bavé donc j'en fais baver les autres ». Ceux qui craquent sont supposés faibles alors que ce sont souvent les plus investis. Et puis le temps

de travail est délirant, 70 à 80 heures par semaine, alors qu'il devrait être contrôlé. Les internes sont confrontés à la maladie, la mort, la douleur. S'ajoutent à ça les déviances. Il y a beaucoup plus de harcèlement qu'ailleurs. Les protagonistes sont connus et personne ne fait rien. Les étudiants ont peur, car s'ils dénoncent ils craignent pour leur évaluation. Il y a une omerta et un management par la peur.

**Comment la briser ?**

Parmi nos demandes au ministère de la Santé, la création d'un observatoire de la santé des étudiants pour connaître les décès, arrêts maladie longue durée et un grand plan national. Les suicides révélés ne sont que la partie apparente du problème, un par mois au moins en moyenne. On a reçu des centaines de témoignages. La parole se libère.

> (1) Ligue pour la santé des étudiants et internes en médecine. [temoignage@lipseim.fr](mailto:temoignage@lipseim.fr)

### EN BREF

#### NÎMES

Courrier de parents inquiets à l'hôpital

Des parents d'internes ont envoyé un courrier anonyme à la commission médicale de l'hôpital de Nîmes. Ils y dénoncent une violence qualifiée d'institutionnelle : « Votre hôpital, le CHU de Nîmes, est littéralement maltraitant pour nos jeunes internes qui sont malmenés par l'organisation choisie, par leurs supérieurs, par leur insuffisance numérique, par vos choix. Peut-on demander à un interne de travailler deux semaines entières sans jour de repos, de travailler 13 heures par jour continuellement, de faire des gardes jusqu'à 28 heures de suite, sans avoir de repos compensatoire ? Le souhaiteriez-vous pour vos enfants ? » Des parents qui justifient leur anonymat pour « protéger nos jeunes, car en plus leur parole est muselée » et qui se disent prêts à saisir la justice.

#### TÉMOIGNAGES

Mediapart raconte l'enfer à Poitiers

Le site Mediapart vient de révéler le harcèlement quotidien vécu depuis des années par des dizaines d'internes dans le service de gynécologie-obstétrique du CHU de Poitiers. Internes, infirmières et sages-femmes ont fait état d'« humiliations publiques, insultes, menaces, harcèlement téléphonique... ». L'ARS Nouvelle-Aquitaine s'est saisie de l'affaire et a exigé le retrait de leurs fonctions de chef de pôle et de chef de service.

## Étudiants en "pharma" face à la crise sanitaire

### ZOOM

À l'heure où l'on évoque beaucoup la précarité des étudiants, Sarah Tournayre l'avoue avec franchise : « Les internes, en tant que salariés, sont moins impactés à ce niveau. » Pour la coprésidente de l'association des internes en pharmacie de Montpellier et Nîmes, la crise sanitaire complique néanmoins le contenu de la formation : « Les congrès sont supprimés, les personnes sont moins disponibles. » En revanche, elle ne constate pas les mêmes remontées pour des faits de harcèlement que son homologue des internes en médecine (lire ci-dessus). « On n'a pas à ma connaissance ce type de problème, assure-t-elle. En termes d'heures de travail, on est aussi en dessous même si on peut monter à 70 heures par semaine avec les gardes de week-end. » Des internes sont d'ailleurs

mobilisés chaque jour pour des lignes de garde sur les tests PCR. Gaëlle Candido, présidente de l'amicale des étudiants en pharmacie de Montpellier précise de son côté : « Une enquête sur le bien-être de nos étudiants est en cours avec les associations nationales. » À son niveau, la principale préoccupation pendant cette crise sanitaire concerne « le nombre important de décrochages » et les difficultés psychologiques : « Les idées noires sont bien présentes. Plus de 50 % des étudiants ressentent de l'anxiété et des troubles du sommeil. Certains ont fait des tentatives de suicide. Il y a des centres d'écoute psychologique mais tous les étudiants ne sont pas forcément informés de leur existence et ils ne vont pas forcément chercher l'info, c'est un peu problématique. »